

Arrondissement

Réunion de collège public

### **Le constat : dénonciation d'un débat truqué (27 novembre et 6 décembre 2003)**

- 1) La journée du 27 novembre
- 2) La journée du 6 décembre

- 1) La journée du 27 novembre : étaient présents une cinquantaine de personnes essentiellement membres des personnels du collège (seulement trois parents et deux élèves).

Nous avons rappelé qu'un mouvement de désaccord profond dans l'Education nationale, caractérisé par une grève longue et massive au printemps dernier, n'a jamais trouvé l'écoute du gouvernement, contrairement à son discours sur le dialogue social : l'attitude générale des hommes politiques ne donnent-elles pas une image dévalorisée du travail et de l'honnêteté et du respect du dialogue par l'écoute des oppositions (Fondements d'une société basée sur le respect des règles communes) ?

Nous avons contesté l'organisation même de ce débat dont le rôle est, nous semble-t-il, de faire cautionner, avaliser, ou enregistrer la réforme par la population. L'enregistrement des décisions du pouvoir exécutif, par des instances qu'il considère comme subalternes, est une pratique d'Ancien Régime (le roi demandant au Parlement d'enregistrer ses décisions sans contestation). Rappelons aussi que la commission Thélot est dans sa grande majorité composée de personnes dont l'objectivité et la compétence en matière d'Education sont plus que douteuses.

Nous avons lu une partie de *Vers une constitution européenne. Texte commenté du projet de traité constitutionnel établi par la convention européenne*. Présentation et commentaires par Etienne de Poncins, 10/18 documents, 2003

« Article III-183 (ex article 150 TCE), §2d (p. 378)

L'action de l'Union vise [...] à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises ».

Le but était de faire ressortir qu'il ne sert à rien de faire semblant de débattre alors que la marchandisation de l'Ecole est déterminée à la fois par une volonté gouvernementale à la fois par les organisateurs de la mondialisation libérale : *European Round Table* (E.R.T., groupe de pression lié au patronat européen, Union Européenne (U.E.) et Organisation Mondiale du commerce (O.M.C.) au travers de l' Accord Général sur la Commercialisation des Services visant à donner une logique marchande à l'Institution scolaire, en particulier (A.G.C.S.).

Nous avons mis en avant le fait que certaines questions posées répondent à d'autres : ainsi la question 4 : "faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?" trouve sa réponse dans la question 7 : "comment améliorer les formations professionnelles et l'efficacité de la coopération entre l'Ecole et l'entreprise" (en a parte, M. Jospin dit « il y en a d'autres pour lesquelles ça se voit moins (sic) »)

Vu la rapidité avec laquelle le débat a été organisé par l'Inspection d'Académie du 93 (moins d'une semaine), les personnels du collège n'avaient pas pu débattre du questionnaire. Nous

avons consacré la deuxième heure à lire les questions de façon critique. En particulier, un parent d'élève posant le problème du traitement de l'échec scolaire, nous avons répondu que l'échec scolaire au collège ne pourra être résolu si, dans le même temps, des solutions en amont ne sont pas trouvées (problème de langue maternelle et de l'origine socio-économique des enfants concernés ; revalorisation de l'apprentissage de la langue française et de sa grammaire en Primaire) et en aval (précarité, violence économique dont sont très souvent victimes les parents de ces élèves, etc.). Ce qui pose la question de consacrer, dans chaque pays de l'Union européenne, un minimum de 7% du PIB à l'Ecole.

2) La journée du 6 décembre. Le boycott actif des professeurs défini le jeudi 27 novembre 2003 a été suivi par un boycott tout court des parents.

En effet sans que nous n'ayons aucunement cherché à contacter les parents pour un boycott (il faut dire que nous n'en avons pas eu le temps matériel), ils n'étaient que 7 à la réunion (le collège Langevin-Wallon comporte 460 élèves). Nous étions 8 profs et la conseillère d'orientation du secteur.

Nous avons de nouveau réaffirmé notre volonté de dénoncer cette consultation pipée. Cette fois Olivier Jospin a dévoilé son vrai visage ; en jouant sur l'ambiguïté, il a *grosso modo* défendu l'idée du lien entre Ecole et Entreprise. Nous nous sommes présentés comme des professionnels de l'Education et à ce titre avons interpellé les personnes présentes pour savoir à quel titre elles estimaient pouvoir s'impliquer dans la réforme d'un métier auquel elles sont extérieures.

Ce qui est ressorti n'est pas négatif : les parents souhaitent participer plus à la vie de l'établissement, non pour nécessairement participer à l'organisation de l'Ecole, mais pour comprendre le lieu dans lequel leurs enfants passent leur temps.

L'animateur était Olivier Jospin, frère de Lionel. Ancien enseignant à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, puis chef de projet de l'Ecole de la Deuxième chance, il est actuellement directeur de l'Ecole de la deuxième chance en Seine-Saint-Denis, association Loi 1901 qui se donne pour mission de "remettre à flot par une formation de 6 mois à deux ans, de jeunes adultes sortis du système scolaire avec un niveau très faible".

## **01 Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**

La nécessité de définir le débat sur le lien Ecole-Entreprise tel qu'à voulu le mener O. Jospin : nous sommes des professeurs de collèges et nous refusons de voir les entreprises avoir le moindre rôle dans les formations proposées dans le collège unique et, antérieurement, au primaire ; nous refusons même de poser ce sujet comme "à débattre" : le rôle de l'Ecole est la formation de l'individu-citoyen libre des contingences religieuses, politiques ou économiques dans la formation de sa pensée ; son adaptation au système économique ne doit dépendre que de sa seule volonté et de ses choix.

Maintien d'une Ecole laïque, gratuite et obligatoire indépendante des pouvoirs économiques, politiques et religieux.

## **10 Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves**

La nécessité de maintenir les Conseillers d'Orientations dans les établissements. Contrairement à ce que sous-entendait Olivier Jospin, les personnels de l'Education,

professeurs et Conseillers d'Orientation Psychologues en particulier, ont pour objectif 100% d'orientés et s'il y a des échecs, bien souvent, c'est par inadaptation du système qui ne prévoit pas de former selon les vœux des élèves.

Dénonciation du fait que par l'organisation de l'Ecole autour des bassins, nous constatons déjà que les formations voulues par les enfants n'existent pas ou plus : 42 enfants sans structures sur Rosny en juin dernier ; pas de formation pour les jeunes filles voulant se former pour être auxiliaire-puéricultrice.

Non à la décentralisation des personnels de l'Education Nationale et de leurs missions seule garantie du maintien de programmes et de diplômes nationaux

## **20 Comment l'Ecole doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elles disposent ?**

L'échec scolaire nécessite une analyse de ses causes. Contrairement à ce que voudraient faire croire les différents ministères de l'Education Nationale se succédant, cette analyse est souvent faite sur le terrain. Mais certaines conclusions sont trop souvent écartées pour des questions idéologiques et d'économies budgétaires liées à la marchandisation des services et aux critères d'intégration à l'Europe libérale.

Se pose la nécessité de résoudre le problème de l'illettrisme par une réelle formation à la langue française dès l'âge de 5 ans par le retour aux horaires anciens du Primaire (15 heures de français hebdomadaires) et la transmission des règles formelles de la grammaire, de la conjugaison, de l'orthographe, etc. Cette acquisition du langage (grammaire et vocabulaire) permettrait sans doute aussi de résoudre de nombreux problèmes de violence liés à l'incapacité au dialogue.

La nécessité de dépenser un minimum de 7% du PIB, pour tous les pays européens, pour l'Education nationale afin de créer une dynamique réelle de réduction de l'inégalité des chances devant l'école et de créer une véritable Ecole démocratique.

### **Trois priorités pour l'Ecole**

- 1) Maintien d'une Ecole laïque, gratuite et obligatoire indépendante des pouvoirs économiques, politiques et religieux.
- 2) La nécessité de résoudre l'échec scolaire et l'illettrisme par, en particulier, des budgets supérieurs à 7% du PIB
- 3) Non à la décentralisation des personnels de l'Education Nationale et de leurs missions seule garantie du maintien de programmes et de diplômes nationaux